

# L'AGRICULTURE ET L'ALIMENTATION PENDANT ET APRÈS LA PANDÉMIE DE LA COVID-19 : LA SOLIDIFICATION ET LE RENFORCEMENT D'UN SERVICE CANADIEN ESSENTIEL



Document préparé pour l'ICPA  
par

**Don Buckingham, Ted Bilyea, Al Mussell et  
Doug Hedley**

Mars 2020



L'Institut canadien des politiques agroalimentaires (ICPA)

960 avenue Carling, Ferme expérimentale centrale

Immeuble 60

Ottawa, ON K1A 0C6

Téléphone: 613-759-1027

[www.capi-icpa.ca](http://www.capi-icpa.ca)

## **L'AGRICULTURE ET L'ALIMENTATION PENDANT ET APRÈS LA PANDÉMIE DE LA COVID-19 : LA SOLIDIFICATION ET LE RENFORCEMENT D'UN SERVICE CANADIEN ESSENTIEL**

**Mars 2020**

### **Les Auteurs**

Don Buckingham, Ted Bilyea, Al Mussell et Doug Hedley

### **L'équipe de gestion du projet de l'ICPA**

Don Buckingham, Tulay Yildirim, Margaret Zafiriou, Elise Bigley

Les vues et opinions exprimées dans ce document sont uniquement celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles de l'ICPA.

Des versions électroniques des publications de l'ICPA sont disponibles sur Internet à [www.capi-icpa.ca](http://www.capi-icpa.ca)

## Les perturbations entraînées par l'événement « cygne noir » qu'est la COVID-19

Peu de gens, voire personne, ne l'ont vu venir. Encore moins de gens auraient pu prévoir les retombées mondiales de la situation d'urgence internationale créée par l'éclosion de la COVID-19. Au moment de la rédaction (le 25 mars 2020), plus d'un demi-million d'êtres humains avaient reçu un diagnostic positif et plus de 20 000 en étaient morts. Partout dans le monde, des événements, grands et petits, ont été reportés, des réunions communautaires de toutes tailles ont été annulées et des millions de personnes ont commencé à travailler à partir de chez elles. Les politiciens de tous les partis dans tous les pays se démènent pour élaborer et mettre en œuvre des plans d'action visant à contenir le virus et les retombées économiques qui en découlent.

Selon l'auteur Nassim Taleb, un événement « cygne noir » s'entend d'un événement imprévisible d'une vaste portée, qui a une faible probabilité de se dérouler et qui, s'il se réalise, a des conséquences considérables et habituellement transformationnelles<sup>1</sup>. La plupart d'entre nous seraient certainement d'avis que l'éclosion de la COVID-19 correspond à cette description. Certains étudiants en histoire et grands penseurs soutiendraient qu'un événement comme la COVID-19 était prévisible, mais aucun d'eux n'aurait pu prévoir des retombées économiques aussi sérieuses. Quelques spécialistes des animaux et de la santé, de même que l'OMS, l'OIE et le CDC, nous avaient mis en garde contre une pandémie zoonotique d'envergure, particulièrement après les frayeurs causées par le SRAS et les pandémies de grippe H1N1. Au cours des vingt dernières années, les gouvernements des États-Unis et du Canada ont mis au point certains volets des protocoles d'intervention en cas de pandémie. Ainsi, la description de Nassim Taleb d'un événement « cygne noir » pourrait ne pas s'appliquer parfaitement à la pandémie actuelle de la COVID-19. Il existe donc un véritable rôle pour des groupes de réflexion comme l'ICPA et d'autres qui peuvent contribuer à prévoir ces événements « cygne noir » et à favoriser une discussion prioritaire sur la manière d'établir une agriculture durable et résiliente à l'échelle mondiale. Les citoyens du monde doivent maintenant composer avec les conséquences importantes de la COVID-19. Nous ne savons pas encore quelles seront les répercussions transformationnelles de nos efforts de lutte contre le coronavirus et à quoi ressemblera le monde une fois que la progression de la maladie aura été freinée.

Une des conséquences grave et étonnante de la propagation de la COVID-19 a été la prise de conscience aiguë de la sécurité alimentaire à l'échelle locale, nationale et internationale. Au Canada et aux États-Unis, la crainte des pénuries et des confinements a déclenché des achats paniques dans les épiceries. Dans la plupart des régions, les restaurants avec service de table et les établissements de restauration ont été obligés de cesser leurs activités, sauf s'ils peuvent produire des mets à emporter et effectuer des livraisons à domicile. L'accès à la nourriture a été largement axé sur les achats en magasin pour la préparation à domicile, ce qui a entraîné des ruptures de stock et des étagères vides. Parallèlement, les messages du gouvernement et de

---

<sup>1</sup> Nassim Taleb, *Le Cygne noir : La puissance de l'imprévisible* (New York : Random House, 2007, traduction française, 2010).

l'industrie ont mis l'accent sur la fiabilité et la robustesse de la chaîne d'approvisionnement alimentaire<sup>2</sup>.

Il y a certainement lieu de rassurer la population quant à notre sécurité alimentaire. Rien de fondamental n'a changé quant à la capacité de production du système agroalimentaire - il n'y a pas eu de maladie du bétail ou des plantes ni de catastrophes naturelles (inondations, sécheresse, ravageurs, destruction de biens) qui ont réduit la production alimentaire. Le transport des produits agroalimentaires entre la ferme et le consommateur a déjà résisté à un certain nombre de catastrophes passées.

Par contre, la pandémie de la COVID-19 constitue une crise différente qui suscite pour le système agroalimentaire des risques et des vulnérabilités qui sont, pour la plupart, sans précédent. Le secteur de l'agroalimentaire compte des chaînes d'approvisionnement relativement longues comportant peu de redondances et, dans certains cas, des délais importants, et mettant en cause de nombreux intermédiaires. Cette structure a été bâtie en fonction de critères de compétitivité et d'efficacité, mais peut créer des points de vulnérabilité dans une crise comme la COVID-19. La robustesse et l'intégrité passées de notre système ne devraient pas nous faire oublier les risques réels auxquels nous faisons face actuellement.

## **Les systèmes agroalimentaires pendant la pandémie de la COVID-19**

La crise de la COVID-19 pose un ensemble de risques précis pour le Canada. Il faut tout d'abord définir quels sont ces risques, puis effectuer un examen ciblé des besoins en matière de politiques et de plans d'urgence. À l'Institut canadien des politiques agroalimentaires (ICPA), nous voulons exposer, de façon préliminaire, certains de ces risques et proposer des politiques et des plans d'urgence relatifs à la chaîne d'approvisionnement agricole et alimentaire qu'il faut mettre en œuvre. Nous espérons que cela suscitera un dialogue sincère entre l'industrie, le gouvernement et les associations sans but lucratif qui élaborent des options de politique publique.

L'écllosion d'une maladie humaine comme la COVID-19 touche la santé, les déplacements et le comportement des gens. Que nous contractions la maladie ou que nous essayions de la prévenir, nous modifions tous nos comportements personnels et professionnels.

---

<sup>2</sup> Voir par exemple Jennifer Shike, « No need to stockpile food in the US », *Ag Web*, le 19 mars 2020 Consulté à : [https://www.agweb.com/article/no-need-stockpile-food-us?mkt\\_tok=eyJpIjoiTVRaaFIURTROell6TnpJeCIsInQiOiJMelBVXC95VzlcL1Y2RGpLY0FhVFhUVU1seFdTTlBCc08wSTFyNDdHWHA0YXJsQWxXcmcwUUJkNitBSkFsemMyOTFyT1VXQ3BldGkzSm50MFwvSnNzSnF3eG1sT3pRejc2OTINbFloZEJuMmlydzJjdXZHRlo4TGUrRGYwbkxiZGpvTyJ9](https://www.agweb.com/article/no-need-stockpile-food-us?mkt_tok=eyJpIjoiTVRaaFIURTROell6TnpJeCIsInQiOiJMelBVXC95VzlcL1Y2RGpLY0FhVFhUVU1seFdTTlBCc08wSTFyNDdHWHA0YXJsQWxXcmcwUUJkNitBSkFsemMyOTFyT1VXQ3BldGkzSm50MFwvSnNzSnF3eG1sT3pRejc2OTINbFloZEJuMmlydzJjdXZHRlo4TGUrRGYwbkxiZGpvTyJ9).

### *Les répercussions de l'infection et de la prévention de la COVID-19 sur les travailleurs et les inspecteurs*

L'absentéisme en milieu de travail à des points critiques de la chaîne d'approvisionnement peut présenter des risques graves. Par exemple, les inspecteurs jouent un rôle essentiel dans les usines de transformation des aliments. S'ils ne se présentent pas au travail parce qu'ils sont atteints de la COVID-19 ou parce que les autorités sanitaires publiques ont ordonné le confinement à la maison, ou parce qu'ils ont peur d'être infectés au travail, il se pourrait que les usines où s'effectuent les inspections doivent cesser leurs activités. De façon plus générale, l'absentéisme des employés à cause de la COVID-19 mine la capacité et laisse entrevoir la possibilité de fermer les usines. Ces fermetures pourraient se produire assez soudainement, comme ce fut le cas récemment dans une usine d'assemblage d'automobiles à Cambridge, en Ontario; la confirmation d'un test positif de coronavirus pour un seul travailleur a été suffisante pour fermer l'usine pendant plusieurs jours<sup>3</sup>.

Une autre source de risque est l'absentéisme dans les services de transport, qu'il s'agisse du transport par camion entre la ferme et l'usine, entre l'usine et le détaillant ou entre les centres de distribution et les magasins. Il existe déjà depuis un certain temps une pénurie de camionneurs qualifiés; le risque d'absentéisme attribuable à la COVID-19 exacerbe la situation. L'absentéisme du personnel dans les aires de lavage des camions après la livraison des animaux vivants constitue un risque supplémentaire, car cette situation risque d'accroître la propagation des maladies du bétail.

Les centres de distribution mêmes des détaillants en alimentation ne sont pas conçus pour entreposer des produits puisque les épiciers y font transiter rapidement les produits; ainsi, toute perturbation des arrivées et sorties de produits nuit en peu de temps au fonctionnement des centres de distribution. L'absentéisme dans les centres de distribution est également une source importante de risque, car les répercussions pourraient se faire sentir dans une grande partie de la chaîne d'approvisionnement. Les interruptions dans les usines de transformation situées plus loin dans la chaîne d'approvisionnement pourraient avoir le même effet. La fermeture d'une usine d'équarrissage entraînerait immédiatement des retards au chapitre des chaînes d'approvisionnement du bétail et aurait des répercussions sur les prix et les profits.

Une autre source grave de risque a trait à la logistique des livraisons agricoles. C'est à la fin de l'hiver et au début du printemps que les semences, les engrais, le carburant et d'autres intrants sont habituellement livrés aux fermes aux fins des travaux du printemps et de l'ensemencement, et, un peu plus tard, de l'épandage des engrais composés et des pesticides. Il y a déjà pénurie de conducteurs et d'opérateurs qualifiés dans ces segments; par conséquent, l'absentéisme pour des raisons de maladie dans ces postes retardera les travaux d'ensemencement et ceux des champs ou y nuira. La perturbation de la logistique d'approvisionnement attribuable à l'absentéisme constitue également un risque très grave pour l'élevage et le soin du bétail. La livraison

---

<sup>3</sup> « Cambridge's Toyota plant has a confirmed case of COVID-19 », *Guelph Today*, le 19 mars 2020, [https://www.guelphtoday.com/coronavirus-covid-19-local-news/cambridges-toyota-plant-confirms-one-case-of-covid-19-2179790?utm\\_source=Email&utm\\_medium=Email&utm\\_campaign=Email](https://www.guelphtoday.com/coronavirus-covid-19-local-news/cambridges-toyota-plant-confirms-one-case-of-covid-19-2179790?utm_source=Email&utm_medium=Email&utm_campaign=Email).

d'aliments et la prestation de services vétérinaires sont essentielles pour la santé et le bien-être des animaux, la prévention et le traitement des maladies du bétail et la valeur économique.

### *Les répercussions des mesures de protection contre la COVID-19 sur l'embauche de travailleurs locaux et étrangers*

La main-d'œuvre du secteur agroalimentaire se compose de travailleurs canadiens et étrangers. Dans les deux cas, la crise actuelle obligera les employés à déclarer s'ils ont été en contact avec des personnes infectées ou pouvant être infectées, s'ils reviennent de voyage, s'ils présentent des symptômes du virus ou s'ils ont reçu des résultats des tests de dépistage du coronavirus. Les usines de produits alimentaires respectent déjà des normes élevées de propreté. Néanmoins, les équipes de gestion s'efforceront d'améliorer l'hygiène et d'assurer, dans la mesure du possible, la distanciation physique, le suivi et la communication de l'exposition potentielle du personnel en milieu de travail. Non seulement de telles pratiques coûtent cher à administrer pour les employeurs, mais elles perturbent aussi les milieux de travail, et elles risquent que des communications mal gérées en milieu de travail fassent fuir les travailleurs et exacerbent l'absentéisme. Cependant, les employeurs ont élaboré des plans d'urgence et accru la formation par rotation de postes des travailleurs afin de pouvoir les remplacer au besoin. Ils ont également rappelé les retraités et embauché des travailleurs temporaires afin d'augmenter le nombre de remplaçants possibles. De nombreuses usines ont également augmenté le nombre de quarts de travail pour assurer une production 24 heures sur 24 (p. ex., Kraft Heinz) et certaines entreprises prévoient devancer l'ouverture d'usines nouvellement construites (p. ex., Grain Mills Ltd) afin de répondre à la demande accrue des consommateurs pour des produits de base comme le pain et les pâtes.

De grands magasins d'alimentation au détail ont aussi pris des mesures pour protéger leurs travailleurs, notamment en installant des cloisons en plexiglas autour des caisses dans les magasins de vente au détail, en raccourcissant les heures d'ouverture pour permettre le nettoyage et le réapprovisionnement des tablettes, en refusant l'argent comptant et en limitant le nombre de clients dans le magasin grâce à des gardes de sécurité qui assurent le contrôle des entrées. En fait, depuis quelques jours, nous avons vu de grands détaillants embaucher plus de travailleurs et augmenter les salaires pour garder leurs employés et fournir un soutien temporaire et supplémentaire. Ces mesures permettent de créer une certaine redondance dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire afin d'atténuer le risque de perturbations.

La situation des travailleurs étrangers dans le secteur agroalimentaire est plus complexe. Il y a actuellement au Canada des travailleurs étrangers dont le visa de travail viendra bientôt à échéance. Étant donné que les pays ferment leurs frontières, il sera très difficile de ramener les travailleurs étrangers qui quittent le Canada ou de les remplacer par de nouveaux arrivants. De plus, le processus d'approbation pour l'embauche de travailleurs étrangers est très long alors que les employeurs doivent démontrer qu'ils ont cherché au préalable à embaucher des Canadiens pour pourvoir ces postes; cette exigence pourrait sembler très bizarre si une partie importante de la population canadienne était malade ou croyait que le travail ajoutait au risque d'être malade. Le risque que pose l'absentéisme est particulièrement grave pour les entreprises horticoles qui dépendent d'une main-d'œuvre agricole importante, que celle-ci se compose de travailleurs locaux ou de travailleurs étrangers saisonniers et temporaires. Cette situation est exacerbée pour

les travailleurs étrangers par l'intégration des règles en santé publique à celles de l'immigration en cette période de crise. L'accès à la main-d'œuvre dans certains secteurs horticoles est un élément tellement sérieux que la perspective d'une interruption de l'accès aux travailleurs met en péril certaines exploitations agricoles, et même des industries entières.

Des solutions concernant les travailleurs étrangers sont à l'étude, tant pour ceux qui arrivent que pour ceux qui sont déjà au Canada et qui doivent renouveler leur permis de travail, particulièrement dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation. En fait, la ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et le premier ministre ont annoncé qu'il y aura des exceptions concernant l'entrée au Canada de travailleurs agricoles étrangers embauchés par les établissements agricoles canadiens, notamment que des avions nolisés transporteront ces travailleurs directement aux fermes où ils seront en isolement pour deux semaines et assujettis à des tests de dépistage avant d'être autorisés à voyager.

### *Les répercussions de la COVID-19 sur le comportement des consommateurs et leur niveau d'angoisse*

Au pays, la réaction immédiate à la COVID-19 et l'imposition de la distanciation physique ont provoqué une ruée sur les épiceries et une explosion de la demande pour certains produits de base. D'ailleurs cette situation prévalait encore au moment de la rédaction du présent rapport. Ce comportement a généré des ruptures de stock dans certains magasins. Toutefois, les représentants gouvernementaux et les dirigeants de l'industrie alimentaire ont fait beaucoup pour rassurer les consommateurs sur la nature temporaire des tablettes vides, tout en invitant les Canadiens à penser aux autres et à ne prendre que ce qu'il leur faut pour répondre à leurs besoins raisonnables.

L'apparition de tablettes vides dans les épiceries crée chez certains consommateurs une angoisse considérable; cependant, la fin des achats paniques et l'assimilation graduelle de la signification de la distanciation physique, sans compter les mesures prises par les détaillants alimentaires, devraient entraîner une baisse des visites dans les épiceries et un comportement d'achat plus facile à gérer. Néanmoins, compte tenu des restrictions imposées aux restaurants de tout le pays, la demande dans les épiceries continuera d'être plus élevée, puisqu'il s'agira de la principale source d'aliments pour les Canadiens. Tout stock excédentaire provenant du secteur des services d'alimentation peut être réacheminé (avec une certaine difficulté) et pourrait temporairement s'ajouter aux produits alimentaires vendus au détail<sup>4</sup>.

La situation de la demande d'exportation pendant cette crise du coronavirus semble complexe. Il est logique de croire que l'accès aux marchés d'exportation pour les produits canadiens s'est effectivement resserré en raison de l'absentéisme dans les systèmes logistiques internationaux.

---

<sup>4</sup> L'enjeu est qu'environ 30 % de tous les repas au Canada sont fournis par les services d'alimentation et qu'une grande proportion d'entre eux ont soudainement dû passer à la vente au détail; ce changement met à rude épreuve la capacité des détaillants de reconstituer leurs stocks de certains articles clés. « By the Numbers - Food consumption in Canada », *UFCW Canada*, le 28 juillet 2013, [http://www.ufcw.ca/index.php?option=com\\_content&view=article&id=3582:by-the-numbers-food-consumption-in-canada&Itemid=6&lang=en](http://www.ufcw.ca/index.php?option=com_content&view=article&id=3582:by-the-numbers-food-consumption-in-canada&Itemid=6&lang=en).

La disponibilité limitée des conteneurs maritimes pouvant servir aux expéditions à exporter en raison du grand nombre retenu en Chine est un bon indice de ce problème<sup>5</sup>. Un autre élément du problème est l'absentéisme lié à COVID-19 des débardeurs et d'autres intervenants dans le système logistique du commerce international, tant au Canada qu'à l'étranger. Les barrages qui ont eu lieu plus tôt cette année ont également aggravé la situation au Canada en créant de forts arriérés pour le transport maritime et ferroviaire. En outre, le problème pourrait s'intensifier en raison de la tendance de plus en plus grande de certains pays à restreindre les exportations de produits de base afin de se constituer des stocks (p. ex., le Kazakhstan).

Les consommateurs dans les pays importateurs qui restent à la maison et ne font pas l'épicerie par crainte de contracter le virus contribuent également à la baisse de la demande d'exportation. Par contre, l'Asie de l'Est est désespérément à court de viande et d'autres produits. Ce pourrait être un débouché temporaire ou compensatoire, dans la mesure où les canaux logistiques pour les produits agroalimentaires peuvent résister à la crise de la COVID-19.

Le Canada importe également beaucoup de produits agroalimentaires, et l'accès à une vaste gamme de produits importés, comme le café, le jus d'orange ou certains ingrédients des aliments pour animaux, est tenu pour acquis. Le Canada et ses partenaires commerciaux n'ont pas modifié leurs politiques commerciales à cet égard. Cependant, il faut être conscient de la tendance, en temps de crise, à satisfaire d'abord ses propres besoins. Si la crise s'aggrave, on peut s'attendre à ce que certains produits importés par le Canada soient moins disponibles<sup>6</sup>.

## Les répercussions à court terme des risques

Pour plusieurs chaînes d'approvisionnement qui fonctionnent de façon constante tout au long de l'année, notamment les produits laitiers, le porc, le bœuf, la volaille et les œufs, la préoccupation immédiate est la possibilité que l'absentéisme des employés réduise la main-d'œuvre disponible dans divers segments de la chaîne d'approvisionnement et crée soudainement de nouveaux goulots d'étranglement. La crainte la plus évidente est que l'absentéisme des employés d'une usine de transformation entraîne sa fermeture. Au Brésil, certains établissements de traitement des viandes ont déjà commencé à fermer en raison de la COVID-19. La crainte que cette situation se produise aux États-Unis semble avoir fait fléchir les marchés à terme du bétail. La fermeture de ce genre d'établissements aurait très rapidement des répercussions sur les fermes qui devraient conserver un surplus d'animaux, ce qui entraînerait une chute des prix et une baisse des revenus agricoles et pourrait nuire au bien-être des animaux.

---

<sup>5</sup> Voir par exemple Jen Skerritt, « There Aren't Enough Containers to Keep World Trade Flowing », *Bloomberg*, le 18 mars 2020, [https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-03-18/there-aren-t-enough-containers-to-keep-world-trade-flowing?utm\\_medium=social&utm\\_content=economics&utm\\_campaign=socialflow-organic&utm\\_source=twitter&cmpid=socialflow-twitter-economics](https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-03-18/there-aren-t-enough-containers-to-keep-world-trade-flowing?utm_medium=social&utm_content=economics&utm_campaign=socialflow-organic&utm_source=twitter&cmpid=socialflow-twitter-economics).

<sup>6</sup> Cette question est également liée à celle de la main-d'œuvre agricole ailleurs. Les États-Unis font beaucoup appel aux travailleurs agricoles temporaires mexicains, et le Mexique accuse un retard considérable dans la mise en œuvre de mesures visant à réduire la COVID-19. La gestion de la santé et de l'immigration des travailleurs mexicains aux États-Unis pourrait s'avérer difficile. Ainsi, il se pourrait que nous ne puissions pas compter sur les produits abondants du Mexique ou des États-Unis plus tard cette année, ce qui exercera une pression supplémentaire sur les approvisionnements canadiens.

Toute rupture des chaînes d'approvisionnement agroalimentaires a des effets au niveau des usines, puisque la perte de capacité dans une usine donnée peut amener la réorientation du produit agricole vers une autre usine. Toutefois, cette réorientation exige une grande coordination et une grande souplesse. Les usines de transformation qui opèrent à grande échelle par rapport à l'approvisionnement en produits des fermes fonctionnent habituellement à capacité presque maximale, de sorte que la fermeture d'une seule installation pourrait être très perturbatrice et nécessiter des mesures immédiates - avec des perspectives incertaines de trouver d'autres solutions pour le produit agricole déplacé. Il est urgent d'établir des plans d'urgence pour ces situations et il est clair qu'une collaboration et une communication accrues entre les intervenants de la chaîne seront nécessaires.

Il pourrait devenir de plus en plus difficile d'utiliser comme solution de rechange l'exportation des produits déplacés en raison des mesures à la frontière adoptées pour limiter la circulation des personnes, même si les règles d'accès aux marchés pour les produits n'ont pas changé. Toutefois, les États-Unis et le Canada ont tous deux reconnu l'importance de garder les frontières ouvertes à des fins commerciales.

L'enjeu lié aux cultures est attribuable à l'imminence de la saison. La distribution du matériel de plantation se poursuit, mais il existe un risque de plus en plus grand d'absentéisme chez les camionneurs et les travailleurs du secteur des services de culture. Ce risque s'étend également à la main-d'œuvre qui s'occupe de l'ensemencement des cultures, notamment dans les fermes et les services d'épandage à façon. L'horticulture a particulièrement besoin de travailleurs saisonniers. Le printemps est à nos portes et les cultures devront être semencées; il faut donc garantir la capacité servant à cette fin.

L'accès aux intrants agricoles et à la main-d'œuvre est en grande partie tenu pour acquis et, dans le contexte actuel, il s'agit d'une source importante de risque. Ce qui se passe en Chine nous en apprend beaucoup, alors que la production d'engrais, la distribution d'intrants aux agriculteurs et l'accès aux travailleurs agricoles ont été entravés par le confinement associé au coronavirus. Le 17 mars 2020, un analyste de l'industrie a déclaré que l'industrie agricole chinoise s'est effondrée sans la libre circulation de la main-d'œuvre et des matières premières<sup>7</sup>. Les restrictions en matière de transport des aliments pour animaux et de commercialisation dans certaines régions de la Chine, en raison du coronavirus, ont eu des répercussions semblables sur l'industrie avicole chinoise<sup>8</sup>.

## Les propositions stratégiques à court terme

Il est possible de transformer le système agroalimentaire canadien afin d'atténuer ces risques, grâce à une modification des politiques du gouvernement, au changement des pratiques de

---

<sup>7</sup> « China's farmers fear food shortage after coronavirus restrictions », *Financial Times*, le 17 mars 2020, <https://www.ft.com/content/cafb828e-6423-11ea-b3f3-fe4680ea68b5>.

<sup>8</sup> Mark Clements, « How COVID-19 has hurt China's poultry industry », *Watt Ag Net*, le 20 mars 2020, <https://www.wattagnet.com/blogs/23-poultry-around-the-world/post/39865-how-covid-19-has-hurt-chinas-poultry-industry>.

l'industrie et à la coordination par tous les intervenants des chaînes d'approvisionnement agroalimentaire du Canada.

### *Au niveau des gouvernements*

Dans une perspective pangouvernementale, les gouvernements doivent désigner le « système agroalimentaire » comme une industrie essentielle devant être défendue sous tous les plans de la surveillance réglementaire. C'est ce qu'a fait la Homeland Security des États-Unis<sup>9</sup>. Le Canada a fait de même lorsque les gouvernements fédéral et provinciaux ont annoncé récemment que les éléments de la chaîne d'approvisionnement agroalimentaire constituaient des « services essentiels ». Sans cette protection, certaines autorités provinciales ou locales pourraient involontairement prendre des mesures réglementaires qui ne reconnaissent pas la nécessité d'assurer le fonctionnement du système alimentaire.

Plus précisément, dans les ministères fédéraux pertinents, il serait prudent que l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) et les organismes d'inspection provinciaux recrutent et forment du personnel auxiliaire qui travaillerait sous la supervision d'inspecteurs afin de créer immédiatement une redondance. En fait, des centaines d'inspecteurs de l'ACIA à la retraite ont été rappelés pour aider. De plus, en ce qui concerne les services d'inspection de l'ACIA, il faut accorder la priorité aux services d'inspection de la viande, de la volaille, des produits laitiers et des œufs, tant pour la production intérieure que pour l'exportation. Il est impossible d'accorder la priorité à la production pour le marché intérieur du porc et du bœuf, étant donné que l'énorme proportion des exportations soutient la production intérieure. À tout le moins, l'abattage de volaille et de bétail, le classement et la transformation des œufs et les activités des usines laitières doivent être pleinement soutenus pour éviter une situation catastrophique sur le plan du bien-être des animaux et des répercussions au niveau de la ferme.

Au besoin, les services d'inspection devraient être prêts à abandonner les activités non essentielles de vérification de la conformité et d'application de la loi qui n'ont pas d'incidence immédiate sur la salubrité des aliments, notamment la réduction temporaire ou l'arrêt des visites dans les usines à très faible risque, ce qui libérerait des ressources de réserve qui pourraient être redéployées pour l'inspection de la viande, du poisson, du lait et de la volaille. Les entreprises qui détiennent une certification de la Global Food Safety Initiative (GFSI) ou qui utilisent d'autres procédures de vérification pourraient fonctionner temporairement en toute sécurité sans la « présence continue » d'inspecteurs de l'ACIA, du moins en ce qui concerne la production pour le marché intérieur. Il faut faire preuve de plus de souplesse tout en veillant à la mise en œuvre et à l'application des protocoles de salubrité des aliments.

La réglementation récemment adoptée sur les périodes maximales de transport du bétail et de retrait des aliments pour animaux et de l'eau pourrait limiter considérablement les options de

---

<sup>9</sup> Spencer Chase, « Homeland Security deems agriculture as 'critical infrastructure' amid COVID-19 pandemic », *Agri-Pulse*, le 20 mars 2020, <https://www.agri-pulse.com/articles/13330-homeland-security-deems-agriculture-as-critical-infrastructure-amid-covid-19-pandemic>.

réorientation des animaux destinés aux abattoirs devant soudainement fermer leurs portes. Elle devrait être suspendue temporairement.

Les gouvernements doivent aussi déclarer essentielles les infrastructures sur lesquelles reposent l'agriculture et la production alimentaire, et garder les frontières ouvertes afin de pouvoir recevoir les intrants essentiels et d'exporter nos produits. Compte tenu de la période de l'année, il est aussi prioritaire que les services d'inspection à la frontière dédouanent rapidement les intrants agricoles et que l'énorme arriéré des exportations continue de s'épuiser. Sinon, le Canada risque de produire une récolte réduite et de ne pas pouvoir entreposer davantage de produits alimentaires.

### *Au niveau de l'industrie*

Afin d'assurer la sécurité des employés et la sécurité de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, tous les participants doivent être proactifs et suivre les lignes directrices en matière de santé publique, en plus d'établir avec leurs partenaires de la chaîne d'approvisionnement des plans d'intervention en cas de rupture de celle-ci.

Étant donné qu'on prévoit des défis au titre de la main-d'œuvre participant à la chaîne d'approvisionnement, il serait prudent d'offrir des moyens d'encouragement aux employeurs pour qu'ils créent un bassin de travailleurs temporaires ayant reçu la formation nécessaire pour travailler dans les usines ou les entrepôts ou pour agir comme routiers afin que ceux-ci puissent aider à traiter l'explosion des besoins au détail et combler les postes laissés libres dans les usines qui doivent obliger un certain nombre d'employés à rester à la maison et à s'isoler volontairement. En outre, ce programme d'encouragement pourrait être élargi afin d'établir un plus grand bassin de personnes accréditées qui pourraient pourvoir temporairement des postes en cas d'absentéisme, dans l'ensemble des entreprises. Les principaux acteurs de l'industrie alimentaire ont commencé à offrir des mesures incitatives en augmentant les salaires dans certains magasins d'alimentation.

Les entreprises alimentaires et les services d'inspection devraient s'efforcer d'utiliser toute la capacité disponible des usines pour réalimenter la chaîne d'approvisionnement, pendant qu'ils le peuvent, afin de se prémunir contre le risque possible de fermeture future d'usines en raison de la COVID-19.

Les usines de transformation des aliments, les centres de distribution et les autres établissements qui traitent des aliments devraient revoir immédiatement leurs processus actuels et la façon dont ils fonctionnent en tenant compte de la possibilité d'une main-d'œuvre réduite par l'absentéisme attribuable à la COVID-19. Cette situation pourrait nécessiter une formation polyvalente du personnel pour divers emplois et d'autres redondances dans l'exploitation de l'usine.

## **La communication est essentielle à l'heure actuelle pour résoudre les problèmes, mais il faut aussi planifier pour l'avenir.**

Les politiques ci-dessus et d'autres éléments devraient être élaborés dans le cadre d'un plan de résilience de la chaîne d'approvisionnement intégrant les meilleures recommandations des

membres de la chaîne d'approvisionnement et des services d'inspection. Étant donné que les aliments constituent un facteur intrinsèque de nos vies de tous les jours et que la chaîne d'approvisionnement compte plus de 250 000 exploitants agricoles et 300 000 employés affectés à la transformation des aliments, sans compter la multitude d'autres participants, il serait vraiment surprenant que nous ne fissions pas face maintenant à des défis qui portent à réfléchir. Le fait que les exigences en matière de changements peuvent être définies et que ceux-ci peuvent être apportés à nos systèmes existants afin de relever des enjeux précis et d'atténuer les risques est plutôt une preuve de l'intégrité du système existant.

À cet égard, les gouvernements et les chefs de file de l'industrie dans tous les segments de la chaîne agroalimentaire doivent entretenir un dialogue continu et tourné vers l'avenir, sans oublier la capacité de recherches en matière de politiques. Le dialogue doit mener à l'établissement de priorités, à court, à moyen et à long terme, ainsi qu'au rétablissement. Pour que ce soit efficace, les gouvernements auront besoin d'interagir constamment avec un large éventail de personnes provenant des industries en cause et de tirer profit de leurs vastes connaissances.

Dans l'immédiat, l'industrie et le gouvernement doivent admettre qu'il existe des risques importants et qu'il faut être prêt à agir. Le message servant à rassurer le public devrait être que notre capacité de reconnaître les risques posés par une situation d'urgence, de travailler ensemble et d'apporter rapidement les changements nécessaires assure la résilience de notre système.